

## Les États-Unis continuent de pénaliser l'UNRWA malgré des accusations douteuses

### Description

*Le Congrès américain a adopté une interdiction d'un an sur les fonds versés à l'UNRWA, alors que plusieurs pays occidentaux ont repris le financement de l'agence de l'ONU qui aide les Palestiniens.*

Par Prem Thakker, le 22 mars 2024



Vue des destructions causées par les attaques israéliennes au siège de l'UNRWA dans la ville de Gaza, Gaza, le 21 février 2024. Photo : Dawoud Abo Alkas/Anadolu via Getty Images

Le gouvernement américain va supprimer le financement de l'agence des Nations Unies qui aide les Palestiniens jusqu'à l'année prochaine, alors que 1,1 million de personnes à Gaza sont menacées de famine dans les mois à venir, sur la base de déclarations peu convaincantes d'Israël à l'encontre d'une infime minorité du personnel de l'agence, alléguations qui n'ont pas encore été prouvées.

Le Congrès a adopté cette mesure dans le cadre d'un plan de dépenses de 1 200 milliards de dollars visant à éviter une fermeture partielle du gouvernement. Outre la suppression du financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) jusqu'en mars 2025, le projet de loi inclut les 3,8 milliards de dollars que les États-Unis envoient chaque année à Israël.

Le projet de loi contient également une disposition de longue date qui limiterait l'aide à l'Autorité palestinienne, qui gouverne la Cisjordanie occupée, si « les Palestiniens ouvrent une enquête autorisée par la Cour pénale internationale (CPI), ou soutiennent activement une telle enquête, qui soumet des ressortissants israéliens à une enquête pour des crimes présumés commis contre des Palestiniens ».

Après un vote nocturne, le Sénat a transmis le projet de loi au président Joe Biden pour qu'il le signe samedi.

Les États-Unis ont suspendu pour la première fois leur aide à l'UNRWA à la fin du mois de janvier, lorsque le gouvernement israélien a formulé des alléguations selon lesquelles 12 des 30 000 employés de l'agence soit 0,04 % étaient impliqués dans les attaques du Hamas du 7 octobre (Israël a ensuite accusé deux autres employés d'être impliqués, ce qui porte le nombre total à 14).

En réponse, Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA, a [immédiatement licencié](#) les employés accusés et a lancé une enquête. La décision des États-Unis de réduire l'aide à l'UNRWA, qui existe depuis 74 ans et qui a été fondée au moment de la création d'Israël et de la Nakba qui s'en est suivie le [déplacement massif et la déposssession des Palestiniens](#) de leurs maisons a incité une grande partie de l'Occident à suivre le mouvement, y compris d'autres donateurs importants tels que l'Allemagne, l'Union européenne et la Suède.

Alors que plusieurs de ces donateurs ont récemment annoncé leur intention de reprendre leur financement, le gouvernement américain, qui est historiquement un des principaux donateurs de l'UNRWA, a au contraire doublé la mise. Le projet de loi de finances a été adopté par la Chambre des représentants vendredi après-midi par 286 voix contre 135. Vingt-trois démocrates de la Chambre ont voté contre le projet de loi, plusieurs d'entre eux ayant publié des [déclarations](#) établissant un [lien direct](#) entre leur vote négatif et la disposition relative à l'UNRWA. Le Sénat a approuvé le projet de loi à une écrasante majorité, samedi, par un vote de 74 à 24.

There is no world in which the forced famine of 1.1 million people cannot be considered genocide. And that is exactly what we are watching unfold in Gaza now.

We must enforce U.S. laws and halt weapons transfers to the Israeli government to stop an atrocity in the making. [pic.twitter.com/N40Jk3yKc7](https://pic.twitter.com/N40Jk3yKc7)

Rep. Alexandria Ocasio-Cortez (@RepAOC) [March 22, 2024](#)

Avant le vote de vendredi, plusieurs membres du Congrès ont critiqué l'idée de continuer à financer l'UNRWA.

La représentante Alexandria Ocasio-Cortez, D-N.Y., a [déclaré](#) à *The Independent* que les membres du Congrès ont des évaluations de renseignements qui suggèrent que l'arrêt du financement n'est « pas fondé sur des faits solides ».

« Nous ne devrions pas restreindre, nous devrions établir, je l'ai dit publiquement », a ajouté la représentante Delia Ramirez, D-Ill. « L'idée que des gens meurent littéralement de faim et que nous y contribuons est un problème. Les sénateurs démocrates Tim Kaine (Virginie), Chris Van Hollen (Maryland) et Dick Durbin (Illinois) ont exprimé des préoccupations similaires. »

« Il est tragique de constater que de nombreux membres du Congrès semblent satisfaits de faire partie de ce caucus de la famine. »

Le sénateur Bernie Sanders (I-Vt) s'est montré plus sévère en début de semaine. « Malheureusement, de nombreux membres du Congrès semblent satisfaits de faire partie de ce caucus de la famine », a [déclaré](#) M. Sanders, « heureux de réduire le financement de l'UNRWA et de rendre plus difficile l'acheminement de l'aide aux Palestiniens au beau milieu

de cette crise Â».

Lâ??UNRWA a annoncÃ© les allÃ©gations dâ??IsraÃ«l contre ses employÃ©s le 26 janvier, le jour mÃªme oÃ¹ la Cour internationale de justice a statuÃ© [quâ??IsraÃ«l commettait vraisemblablement un gÃ©nocide](#). Il nâ??a pas fallu longtemps pour que ces allÃ©gations commencent Ã sâ??effondrer.

Le 30 janvier, *Sky News* a [rapportÃ©](#) quâ??ils avaient vu des documents des services de renseignement israÃ©liens concernant les allÃ©gations et que celles-ci Â« font plusieurs affirmations dont *Sky News* nâ??a pas vu la preuve et beaucoup de ces affirmations, mÃªme si elles sont vraies, nâ??impliquent pas directement lâ??UNRWA Â».

Le mÃªme jour, le secrÃ©taire dâ??Ã©tat amÃ©ricain Antony Blinken a dÃ©clarÃ© aux journalistes que les allÃ©gations Ã©taient Â« trÃ¨s, trÃ¨s crÃ©dibles Â», tout en admettant que les Ã©tats-Unis nâ??avaient pas menÃ© leur propre enquÃªte.

Le 3 fÃ©vrier, le *Financial Times* a Ã©crit que lâ??Ã©valuation des services de renseignement israÃ©liens Â« ne fournit aucune preuve de ces allÃ©gations Â». Peu aprÃ¨s, la chaÃªne britannique *Channel 4* a rapportÃ© quâ??un document confidentiel israÃ©lien dÃ©taillant les allÃ©gations Â« nâ??apporte aucune preuve Ã lâ??appui de cette nouvelle affirmation explosive Â». Deux jours plus tard, la *CBC* a rapportÃ© que le Canada â?? un autre donateur important de lâ??UNRWA â?? a suspendu son financement sans avoir vu de preuves pour Ã©tayer les allÃ©gations contre les membres du personnel de lâ??UNRWA.

Quelques jours plus tard, M. Lazzarini a admis quâ??il avait suivi une Â« procÃ©dure inversÃ©e Â» en licenciant les membres du personnel impliquÃ©s dans les allÃ©gations avant de mener une enquÃªte.

Â« En effet, jâ??ai procÃ©dÃ© Ã des licenciements sans procÃ©dure rÃ©guliÃ¨re parce que jâ??ai estimÃ© Ã ce moment-lÃ que non seulement la rÃ©putation, mais aussi la capacitÃ© de lâ??agence tout entiÃ¨re Ã continuer Ã fonctionner et Ã fournir une aide humanitaire essentielle Ã©taient en jeu si je ne prenais pas une telle dÃ©cision Â», a-t-il dÃ©clarÃ©, expliquant que lâ??agence faisait dÃ©jÃ lâ??objet Â« dâ??attaques virulentes et dÃ©plaisantes Â».

Â« Mon jugement, basÃ© sur la publication de cette affaire, vraie ou fausse, Ã©tait que je devais prendre la dÃ©cision la plus rapide et la plus audacieuse pour montrer quâ??en tant quâ??agence, nous prenons cette accusation au sÃ©rieux Â».

La semaine derniÃ¨re, le principal responsable de lâ??aide humanitaire de lâ??Union europÃ©enne a [dÃ©clarÃ©](#) quâ??il nâ??avait toujours pas vu de preuves de la part dâ??IsraÃ«l pour Ã©tayer ses accusations, prÃ¨s de deux mois aprÃ¨s quâ??elles aient Ã©tÃ© formulÃ©es.

MÃªme si ces allÃ©gations sâ??avÃ©raient exactes, nombreux sont ceux qui estiment que la suppression du financement de lâ??UNRWA Ã©quivaut Ã une punition collective. Â« Nous devrions enquÃªter sur cette affaire Â», a [dÃ©clarÃ©](#) M. Van Hollen cette semaine. Â« Mais pour lâ??amour du ciel, ne tenons pas 2 millions de civils palestiniens innocents qui meurent de faim (â?!) pour responsables des mauvais agissements de 14 personnes. Â»

Entre-temps, lâ??enquÃªte interne de lâ??UNRWA a rÃ©vÃ©lÃ© dâ??horribles rapports selon lesquels IsraÃ«l a torturÃ© des employÃ©s de lâ??UNRWA afin de leur faire avouer quâ??ils Ã©taient

impliqués dans l'attentat du 7 octobre et qu'ils étaient membres du Hamas. Les membres du personnel [auraient été](#) battus, soumis à un simulacre de noyade et les membres de leur famille auraient été menacés par des soldats israéliens. L'UNRWA a également [affirmé](#) que les soldats israéliens avaient utilisé un pistolet à clous sur les genoux des Palestiniens et qu'ils avaient abusé sexuellement des prisonniers, notamment en introduisant ce qui semble être un bâton métallique électrifié dans le rectum des prisonniers. Israël a nié ces accusations.

Au cours des deux dernières semaines, de nombreux États occidentaux ont rétabli leur financement à l'UNRWA, notamment l'Union européenne, la Suède, le Canada et l'Australie. Le département d'État, quant à lui, a continué à trouver des moyens de justifier la suspension de son financement à l'agence.

Le [14 mars](#), le porte-parole du département d'État, Matt Miller, a été interrogé sur les déclarations de fonctionnaires de l'ONU selon lesquelles Israël n'a toujours pas fourni de preuves de l'implication du personnel de l'UNRWA dans l'attentat du 7 octobre. M. Miller a répondu que la décision initiale des États-Unis de suspendre le financement n'avait pas été prise par Israël, mais par l'UNRWA.

« Nous n'avons pas entendu parler de ces allégations par le gouvernement israélien », a déclaré M. Miller. « Il s'agissait d'allégations que l'UNRWA nous avait transmises. Lorsque l'UNRWA nous a fait part de ces allégations, elle nous a dit qu'elle avait enquêté sur elles et qu'elle les avait jugées crédibles, et que c'était pour cette raison qu'elle avait pris des mesures pour licencier les employés en question ».

Il a conclu : « En ce qui concerne l'enquête en cours, nous avons confiance en leur capacité à aller au fond des choses ».

Pourtant, la réponse de M. Miller inclut un détail crucial : c'est Israël qui a porté les allégations à l'UNRWA en premier lieu. Et bien que la déclaration initiale de l'UNRWA ait pu provoquer la suspension du financement américain, les États-Unis n'ont pas changé de cap, même après que le propre chef de l'UNRWA a déclaré qu'il avait licencié le personnel sans enquête approfondie en raison de pressions extérieures.

Le paradoxe est évident : les États-Unis ont apparemment jugé l'UNRWA coupable sur la base d'accusations douteuses formulées à son encontre. Pourtant, les déclarations ultérieures de l'UNRWA selon lesquelles l'agence a fait preuve d'un excès de zèle dans sa réponse et qu'elle a des raisons de croire que des soldats israéliens ont torturé son personnel ne semblent pas jouir de la même crédibilité.

***Prem Thakker** est journaliste politique pour The Intercept. Il s'intéresse au climat et à l'environnement, à la corruption des entreprises et des politiques, aux droits civils et à la justice, ainsi qu'au travail. Prem a précédemment travaillé pour The New Republic, The American Prospect et CNN. Il a grandi dans le Dakota du Nord et vit aujourd'hui à Washington.*

Source : [The Intercept](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date créée**

2024/03/25